

L'ARMISTICE

DU 11 NOVEMBRE 1918

Colonel Michel DICHARD

Evoquer ici, à Compiègne, devant les deux Sociétés historiques, l'armistice du 11 novembre, c'est prendre d'entrée de jeu un risque, dès qu'il s'agit de le situer géographiquement. L'historien local Roger Thorette, proposait naguère de dire : "l'armistice fut signé à Compiègne, sous un couvert de sa forêt, proche de la gare de Rethondes". Si cette formulation est précise, elle n'est guère concise ! C'est pourquoi, me couvrant de l'autorité morale de l'illustre professeur Renouvin, j'utiliserai l'expression habituelle - quoiqu'inexacte - d'armistice de Rethondes. Pour consoler les Compiègnais, je rappellerai la réponse du ministre des Travaux Publics à M. Fournier-Sarlovèze, en 1922 : "Monsieur le Maire, votre ville est suffisamment riche en souvenirs historiques pour se montrer généreuse et laisser à une petite localité de sa banlieue le bénéfice de rappeler qu'elle fut le lieu où s'accomplit le dernier épisode de la Grande Guerre".

Ne pouvant tout traiter sur un sujet aussi vaste, j'ai choisi de limiter mon propos à trois interrogations :

1) Pourquoi le commandement allemand, qui était sur le point de gagner la guerre au

printemps sur le front occidental, a-t-il été contraint de demander l'armistice dès l'automne ?

2) Comment et avec qui se sont déroulées les discussions qui ont conduit à l'armistice ? Sur quoi ont-elles principalement porté ?

3) Pourquoi a-t-on signé à Rethondes (et non à Senlis), qui a signé et surtout qu'a-t-on signé ?

1) EVOLUTION DE LA SITUATION MILITAIRE (mi Juillet-fin septembre)

"Le 8 août est le jour de deuil de l'armée allemande". On connaît la fameuse citation tirée des "Souvenirs de guerre" de Ludendorff. Faut-il pour autant dater de là le début de l'effondrement allemand ? Dans la suite du texte, le général écrit : "je ne vécut pas de jours plus pénibles, sauf à l'époque des événements qui se déroulèrent sur le front bulgare, à partir du 15 septembre, et qui scellèrent le destin de la Quadruplice".

L'offensive foudroyante du 8 août signifiait essentiellement que l'initiative stratégique avait changé de camp. En fait, le véritable tournant de la guerre datait de la mi-juillet :

- le 15 juillet, Ludendorff avait lancé l'offensive nommée *Friedensturm* (Assaut pour la paix) et tenté une dernière fois d'obtenir la décision sur le front occidental, avant l'arrivée massive des Américains. Il réussit partiellement sur la Marne, mais échoua complètement sur les Monts de Champagne, à l'est de Reims. Dès le 17 juillet, il avait renoncé au *Friedensturm*.

- le 18 juillet, se déclencha sur le flanc ouest de la poche de Château-Thierry la contre-offensive des armées Mangin et Degoutte (27 D.I., 500 chars), menée conjointement avec l'action N-S de deux autres armées. Si cette action ne réussit pas à résorber complètement la poche, pour des raisons tactiques (inexpérience dans l'emploi des chars ; avance trop processionnelle par objectifs linéaires), les Allemands n'étaient plus sur la Marne.

Pourquoi cet échec à la fois tactique et stratégique ?

Sur le plan tactique,

- Ludendorff a sans doute sous-estimé les forces ennemies.

- Il n'a pu bénéficier de la surprise en Champagne (l'heure du déclenchement de l'attaque a été connue grâce à un coup de main)

- Il n'a pas engagé la totalité de ses moyens, voulant une nouvelle fois faire effort dans les Flandres contre les Anglais.

- Surtout Pétain (Commandant en chef) avait trouvé et fait appliquer à Gouraud (IVème armée) la tactique défensive allemande : effort sur la **deuxième** position.

- Si bien que les groupes d'assaut et de combat allemands, déjà dissociés par les avant-postes français, séparés du barrage roulant d'artillerie allemande, sont venus mourir sur la position intermédiaire française presque intacte.

Sur le plan stratégique, la constitution de divisions d'assaut spécialisées (Sturmdivisionen), au détriment des divisions organiques (Grabendivisionen) a doublement pénalisé le général Ludendorff :

- d'une part il y a usé ses meilleures troupes ;
- d'autre part la nécessité de les déplacer sans cesse a ralenti sa rapidité d'action et a laissé aux Alliés le temps de se ressaisir, sous la direction, enfin, d'un chef unique, Foch.

- C'est pourquoi, ce 18 juillet, si l'armée allemande se battait encore bien (mais de graves signes de faiblesses étaient apparus), son chef était mentalement brisé. Il devait subir désormais l'ascendant de son adversaire.

Dans sa directive du 24 juillet, Foch donna aux Commandants en chef alliés des objectifs avant tout stratégiques : dégagement des noeuds de communication (ferroviaires en particulier). Il n'envisageait pas de lancer une offensive importante avant l'automne. Cependant l'offensive anglo-française du 8 août, dirigée par Haig (Commandant en chef anglais) avec de gros moyens (en particulier des chars) ramena l'armée allemande sur ses positions de mars : ligne **Siegfried** (ou Hindenburg). Le 14 août au G.Q.G. de Spa, devant leur empereur, ses chefs durent avouer : "*Nous avons perdu l'espoir de briser par des actions militaires la volonté de l'Entente*".

Et Guillaume II d'admettre : "*Je vois qu'il faut tirer le bilan*".

Contraint à la défensive en raison de l'usure effroyable de ses unités d'attaque et de l'absence de chars (dont il n'avait pas mesuré l'importance), Ludendorff comptait la mener de la manière suivante :

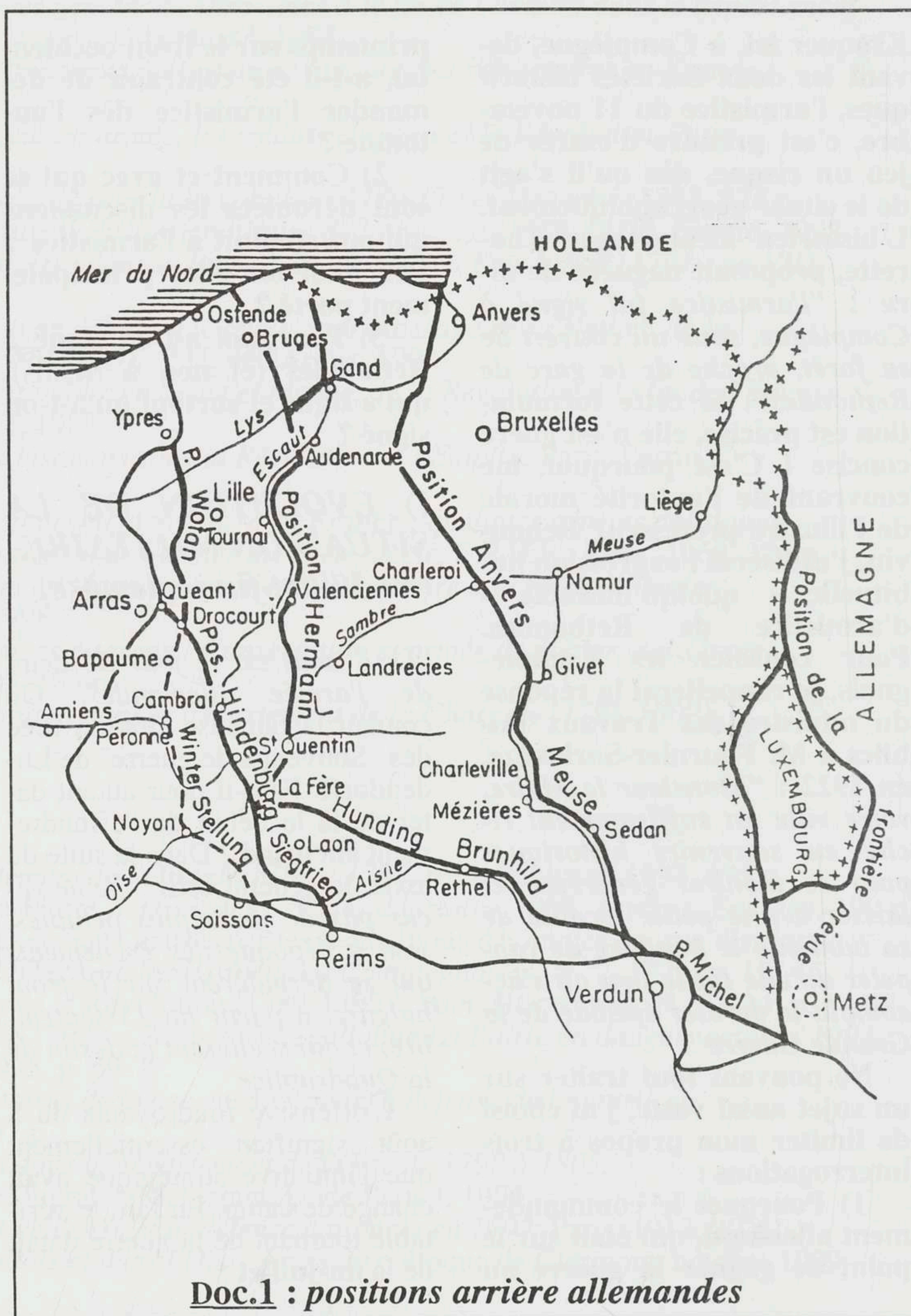
(cf. doc. 1., supra)

- en évacuant le maximum de matériel ;
- en entreprenant la construction de la ligne **Hermann** (en arrière de la ligne Siegfried) ;
- en étudiant une position plus lointaine (**Anvers-Meuse**).

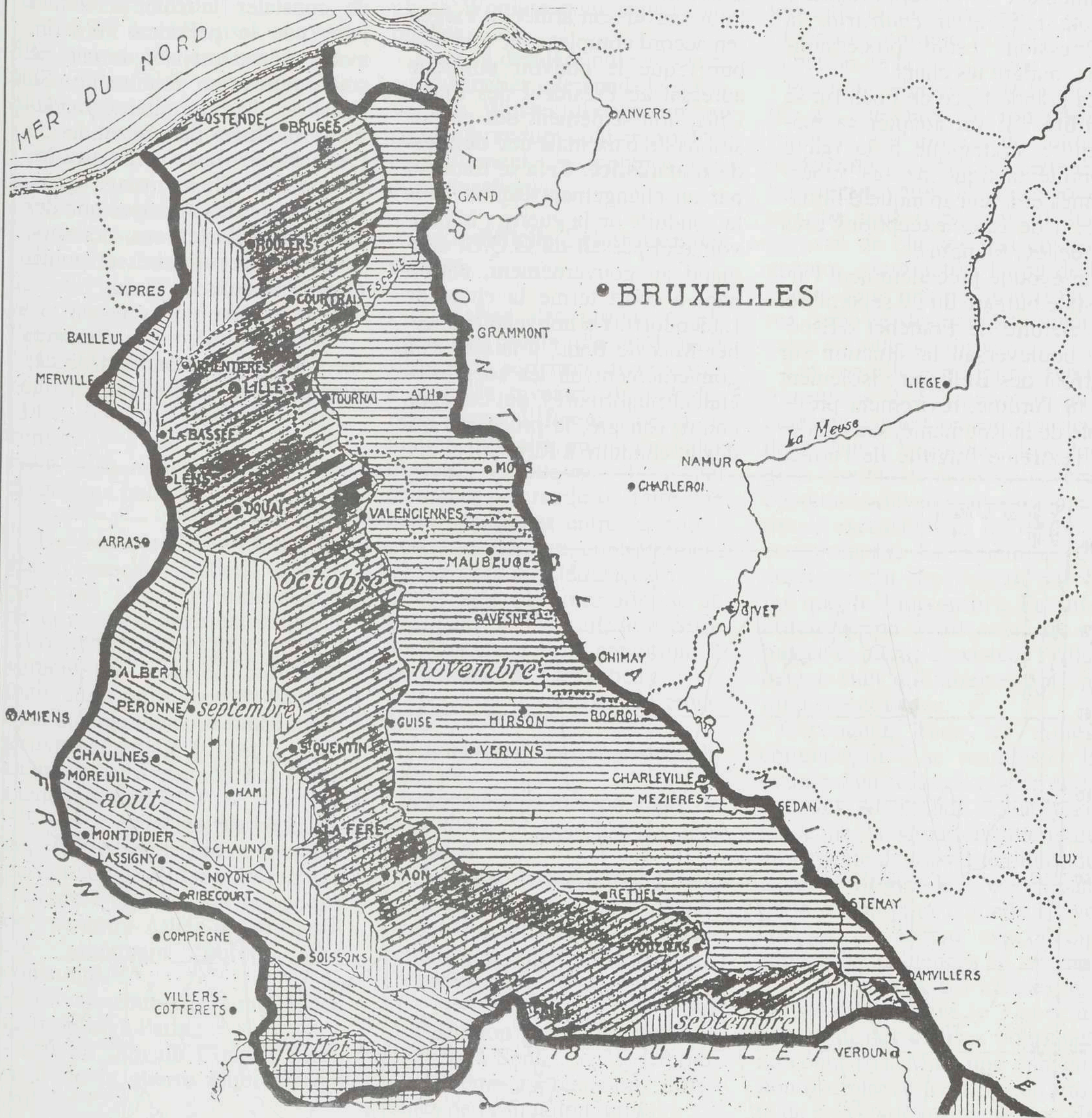
Mais Foch ne devait pas lui en laisser le temps. Profitant de sa supériorité en effectifs et surtout en matériels, ce dernier allait mener une **série d'offensives convergentes et répétées** sur l'ensemble du front. Contrairement à celle de Ludendorff, cette manœuvre ne cherchait pas la percée mais visait à "*une bataille généralisée par extension progressive*".

Je vous épargnerai le détail de ces opérations et me contenterai de vous en montrer le résultat à l'aide d'une carte.

(cf. doc. 2, ci-contre)



Doc.1 : positions arrière allemandes



Doc. 2 : LES ETAPES DE LA CONTRE-OFFENSIVE ALLIEE DE 1918

Si le front allemand avait reculé régulièrement, il n'y avait pas eu de véritable rupture, pour au moins deux raisons :

- côté allemand, à l'habileté tactique des unités signalée s'ajoutait l'expérience de la guerre de mouvement acquise par le commandement sur le front oriental ;
- côté allié et *a contrario*, la progression restait processionnelle, malgré les chars.

La grande force de Foch fut sa **lucidité** : il sut adapter sa manœuvre stratégique à la faible mobilité tactique de ses subordonnés et à leur manque d'initiative, à de rares exceptions près (Debeney, Mangin).

J'ai évoqué précédemment l'armistice bulgare du 27 septembre. La victoire de Franchet d'Espèrey bouleversait la situation sur le front des **Balkans** : isolement de la Turquie, revirement prévisible de la Roumanie, sans parler de l'extrême fragilité de l'armée

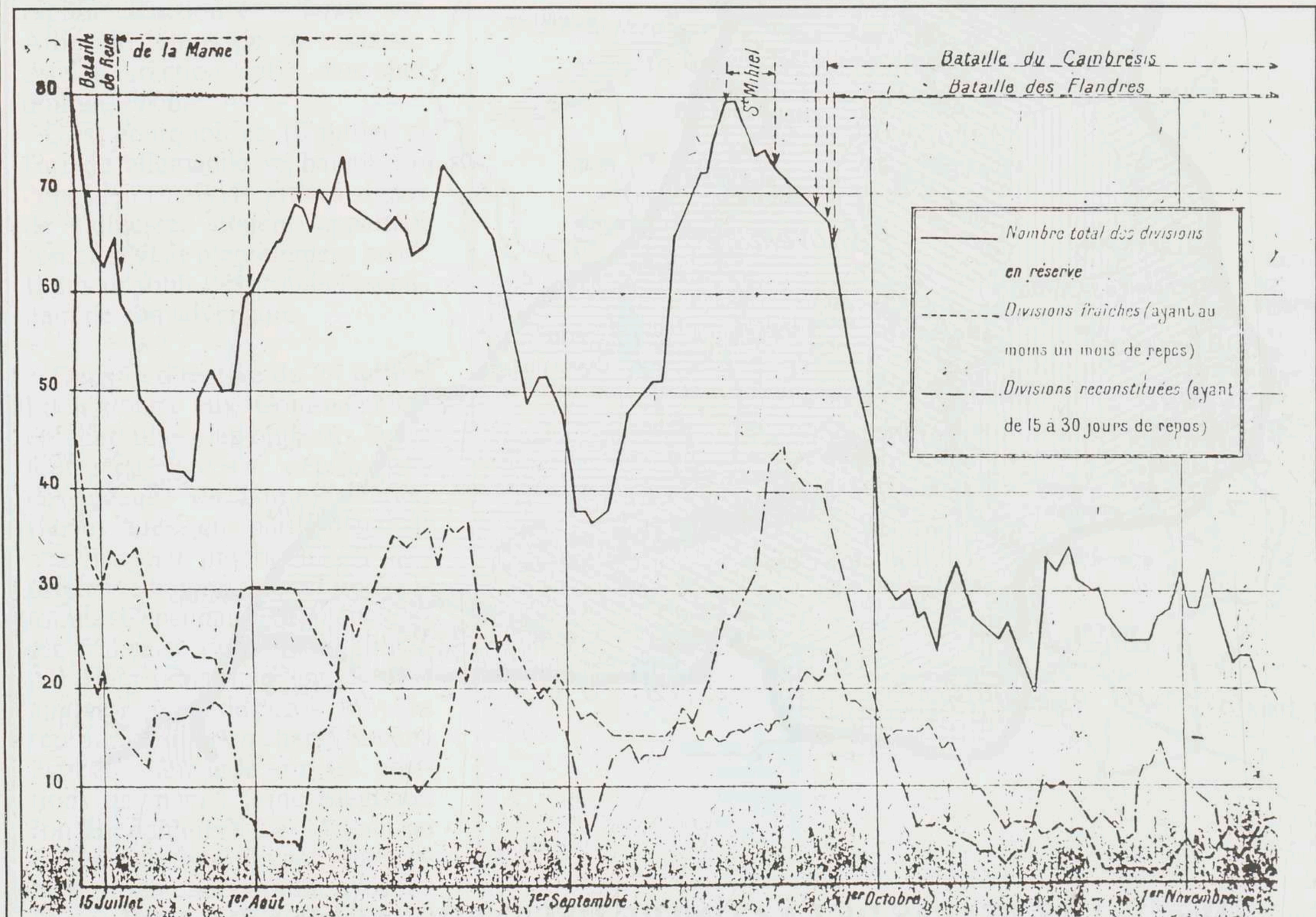
autrichienne. A court terme, l'Allemagne risquait de devoir combattre seule. Or ses réserves avaient disparu (cf. **Doc. 3**).

Quand se déclencha, fin septembre, l'offensive anglaise de Haig contre la ligne Siegfried entre Cambrai et Saint-Quentin, Ludendorff, littéralement, **s'affola**. Pour sauver son armée, il **exigea** (en accord complet avec Hindenburg) que le pouvoir politique adressât au Président des Etats-Unis, non seulement des propositions de paix mais une **demande d'armistice**. Cela se traduit par un changement capital dans la conduite de la guerre : le pouvoir réel passait du G.Q.G. allemand au gouvernement, entraînant à court terme la chute de Ludendorff. Le nouveau chancelier Max de Bade, à la tête d'un gouvernement où les socialistes étaient majoritaires, dut engager, contre son gré, le processus qui devait conduire à l'armistice.

II) LA PREPARATION DES CLAUSES DE L'ARMISTICE

Quand on étudie le contexte politique et diplomatique - qu'il ne faut jamais séparer de la situation militaire -, on est frappé de constater le rôle personnel joué par le président Wilson, avant même que son armée ne soit en position dominante. Sa situation d'arbitre était grandement facilitée par l'attitude de l'Allemagne - qui s'adressait à lui et non aux alliés -, mais également par les divergences que devaient manifester ces derniers, responsables militaires et politiques confondus.

Nous évoquerons successivement la forme et le fond de ces dialogues.



Doc. 3 : réserves de l'armée allemande

1) Les dialogues entre belligérants et entre alliés

Les échanges de notes diplomatiques entre le gouvernement allemand et celui des Etats-Unis s'échelonnèrent du 5 au 23 octobre, au grand dam des Alliés, officiellement non avertis par leur "associé" américain !

Devant les réponses souvent dilatoires des Allemands, le président fixa des conditions de plus en plus dures :

- retrait des territoires envahis ;
- impossibilité matérielle de reprendre le combat ;
- arrêt de la guerre sous-marine ;
- enfin et surtout, invitation à se "débarrasser" des responsables de cette guerre, "*le Roi de Prusse et les autorités militaires de l'empire*".

Les Allemands, qui pensaient négocier sur la base des fameux "14 points" furent donc contraints à un autre changement, plus radical encore, celui du régime politique.

De leur côté, les Alliés (Anglais, Français, Italiens et Belges), qui n'eurent connaissance de la réponse américaine que le 23 octobre, avaient préparé activement les clauses militaires, mais aussi politiques de l'armistice, au sein d'une instance intergouvernementale (Conseil supérieur) et de la réunion des Commandants en chef.

Ce n'est qu'à l'arrivée en Europe, fin octobre, du conseiller particulier de Wilson, le fameux "colonel" House, que les points de vue entre Alliés et leur associé américain purent être confrontés :

- soit au cours de conférences restreintes, à Paris ;
- soit au sein du Conseil supérieur de la guerre réuni à Versailles.

A l'issue de réunions parfois houleuses, les Alliés adressèrent à Wilson leur réponse officielle sous forme d'un **Memorandum** dans lequel :

- ils acceptèrent les 14 points

(non sans de sérieuses réserves anglaises sur le point 2 concernant la liberté des mers) ;

- ils introduisirent, à la demande de Clémenceau, le principe de compensations allemandes pour les dommages infligés aux civils
- ils désignèrent le Maréchal Foch et l'Amiral de la flotte anglaise Wemyss pour signer l'armistice.

Dans la dernière note adressée au chancelier allemand, le 5 novembre, Wilson lui communiqua ce memorandum qu'il approuvait explicitement, y compris les compensations.

2) La difficile élaboration des clauses

L'analyse des projets révèle quelques points d'accord mais surtout de sérieuses divergences à tous les niveaux, dues à des perceptions différentes de la situation militaire, mais aussi des objectifs politiques (Il n'était d'ailleurs pas facile de faire une nette séparation entre le politique et le militaire, contrairement à la volonté de Clémenceau).

Dans le mémoire adressé au Président du Conseil, le 8 octobre, Foch mit trois conditions à la signature de l'armistice :

- libération des territoires envahis ;
- évacuation de la rive gauche du Rhin ;
- occupation, à titre de gage, de trois têtes de pont sur la rive **droite**.

Ces deux dernières conditions ne furent acceptées par les Américains que difficilement et tardivement (entretien privé House - Clémenceau du 30 octobre).

La réunion des Commandants en chefs à Senlis, le 25 octobre, révéla leurs appréciations différentes de la situation militaire :

- Haig, pessimiste et toujours inquiet de la menace allemande, était modéré dans ses exigences (évacuation de la Belgique, de la France, de l'Alsace-Lorraine, occupation de Metz et de Stras-

bourg, mais pas d'une partie de l'Allemagne) ;

- Pétain voulait retarder la date de l'armistice pour lancer une offensive en Lorraine, qu'il estimait, contrairement à Foch, déterminante pour hâter la fin de la guerre. A défaut, il demandait la restitution de toute l'artillerie allemande et de camions. Il était favorable, comme Foch, à l'occupation de la rive gauche ;

- Pershing, conscient de la montée en puissance de son armée (près de 1,9 million de soldats américains en France à cette date), aurait voulu lui faire jouer un rôle plus important. Il était partisan de clauses très contraignantes, entre autres l'arrêt de la guerre sous marine, afin d'assurer l'arrivée des renforts américains en toute sécurité.

Les conditions militaires furent transmises à Clémenceau puis étudiées par le Conseil supérieur de guerre à Versailles. Les Anglais ajoutèrent alors de sévères conditions navales, que Foch estimait excessives et de nature à compromettre la signature. Ce durcissement s'expliquait par le fait que, **le 3 novembre, l'armée autrichienne avait cessé de se battre** et même d'exister ; l'Allemagne était militairement et politiquement **isolée**.

Cependant, chez les Alliés, commençait à se manifester la crainte d'un refus de signer de la part des Allemands. Leur ignorance de la situation intérieure du pays (je devrais dire plutôt du chaos) était grande. C'est en partie la raison pour laquelle Lloyd George, en accord avec Foch, adoucit les exigences de ses marins. Si l'examen des clauses militaires était achevé le 3 novembre, celui des clauses politiques ne l'était pas. Mais une convention d'armistice n'est pas un traité de paix. Notons que le **sort de l'Alsace-Lorraine** avait toutefois été réglé par une déclaration du président Wilson à la presse américaine en date du 17 octobre. On peut discuter le procédé, mais le résultat était là !

III) LA SIGNATURE DE L'ARMISTICE

1) Le choix des plénipotentiaires allemands

Le 6 novembre, vers 23 h., les autorités allemandes communiquent à Foch la composition de leur délégation. Elle était dirigée par Mathias Erzberger, chef du *Zentrum* (parti catholique) au Reichstag. longtemps annexionniste, il avait opté au cours de l'année 1917 pour une paix de compromis. Entré au gouvernement Max de Bade comme secrétaire d'Etat, il avait été désigné par le chancelier. L'autre civil était le comte Oberndorff, diplomate de second rang en poste à Londres, Oslo puis Sofia, ami personnel d'Erzberger, avec rang d'ambassadeur. Côté militaire, le général major von Winterfeldt, représentant du GQG auprès du gouvernement. Avant la guerre, il avait été attaché militaire à Paris et parlait remarquablement le français. Enfin le capitaine de vaisseau Vanselow, de l'état-major général de la marine.

La représentativité de cette délégation n'était pas au même niveau que celle des Alliés. Le GQG allemand avait manifestement voulu faire porter la responsabilité de la signature de l'armistice à des civils.

2) Le choix des lieux

N'attendez pas de moi des révélations sur ce point. Je me contenterai de rappeler les motivations de Foch, exprimées par Weygand dans son livre, paru en 1932, sur le 11 novembre. La découverte de l'endroit exact est due à M. Pierre Toubeau, responsable local des chemins de fer, qui en a fait le récit dans un article de 1959, présenté au musée de la clairière.

J'évoquerai en revanche le déplacement des plénipotentiaires allemands depuis leur franchissement des lignes françaises jusqu'à Rethondes (cf. **doc. 4**).

Pour l'ambiance, je m'appuierai sur deux documents, rédigés en 1922 à la demande du service historique :

- 1) Le rapport dactylographié du lieutenant-colonel Ducornet (qui commandait alors l'avant-garde de la 166 D.I. dans la zone où sont arrivés les Allemands).
- 2) le rapport manuscrit du chef de bataillon de Bourbon-Busset, alors chef du 2ème bureau à l'E.M. de la 1ère armée et qui, à ce titre, accueillit et conduisit la délégation à Rethondes.

3) La convention d'armistice

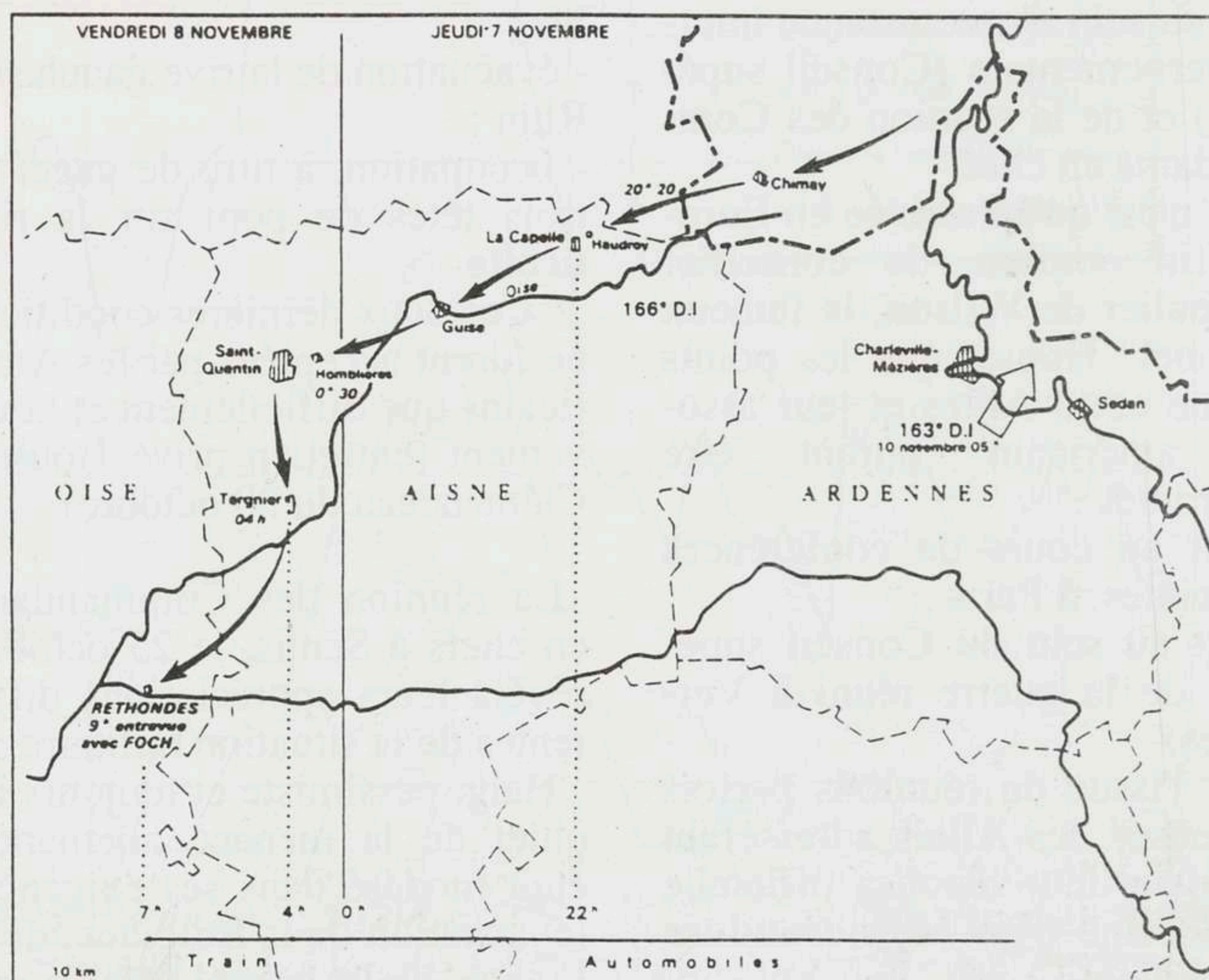
En voici la première et la dernière pages. (cf. **doc. 5**).

Ce texte comptait 34 articles, regroupés en sept parties d'inégale longueur :

- la première concernait le **front occidental**. Si ce n'est la fixation de l'heure des hostilités, elle comportait peu de modifications par rapport aux projets. Quelques réductions de matériels à livrer avaient été concédées sur place aux Allemands (mitrailleuses en particulier).
- la deuxième partie portait sur les frontières **orientales** de l'Allemagne, ramenées à celles de 1914 ; les traités de Brest-Litovsk et de Bucarest étaient "effacés"... Il y avait là un empiètement manifeste sur le futur traité de paix ;

La mission allemande d'armistice. Chronologie

7 NOVEMBRE	20 h 20	HAUDROY. Passage des lignes françaises tenues par le 171 ^e R.I.	VOITURES AUTOMOBILES	AISNE
	21 h 22 h	LA CAPELLE. villa Pâques. Contacts avec les officiers d'état-major français.		
		GUISE		
		ORIGNY-SAINTE-BENOITE		
8 NOVEMBRE	0 h 15 1 h 30	HOMBLIÈRES. presbytère. Q.G. 1 ^{re} armée du général Debenedy.	TRAIN	OISE
		CHAUNY		
	4 h	TERGNIER. gare		
	7 h	RETHONDES. clairière		
	9 h	Entrevue avec le maréchal Foch		
	11 h	Départ pour Spa. G.Q.G. allemand. du capitaine von Helldorff avec les conditions alliées d'armistice.		



- dans la partie relative aux clauses **financières** figurait la fameuse formule "réparations et dommages"

- la sixième partie traitait longuement des **clauses navales**. La flotte allemande devait être internée dans des ports neutres (pour y échapper, la Flotte de haute mer regroupée à Scapa Flow se saborda)

- la dernière partie concernait la **durée** de l'armistice, fixée à 36 jours, avec faculté de prolongation. Il y en eut trois : la première signée à Trèves par les mêmes protagonistes, le 13 décembre ; la deuxième, au même endroit, le 16 janvier 1919 ; la dernière le 1er février, cette fois sans fixation de délai d'expiration.

Preuve que les choses ne se passaient pas bien à l'est, les Alliés ajoutèrent cette ultime clause : "*les Allemands devront renoncer immédiatement à tenir des opérations offensives en Pologne..*". La paix s'annonçait mal. Elle ne devait être signée à Versailles que le 28 juin 1919.

CONCLUSION

C'est bien la dégradation irréversible de la situation militaire qui a conduit le haut commandement allemand à demander l'armistice. Il faut résolument tordre le cou à la légende du fameux "coup de poignard dans le dos".

Les divergences entre Alliés sur l'élaboration des clauses de l'armistice ont conforté Wilson dans son rôle d'arbitre. Au pouvoir économique et financier, le président des Etats-Unis voulut ajouter désormais le pouvoir politique, à défaut d'avoir pu pleinement affirmer la puissance militaire américaine.

Cet armistice a été accueilli, sur le moment, avec un immense soulagement. Peu (Poincaré fut le plus illustre) l'ont alors jugé prématuré. Pour l'immense majorité des combattants, bien sûr, mais aussi des civils, la lassitude était extrême.



CONVENTION

Entre le Maréchal FOCH, Commandant en Chef les Armées Alliées, stipulant au nom des Puissances Alliées et Associées, assisté de l'Amiral WELLYSS, First Sea Lord, d'une part;

et

M. le Secrétaire d'Etat BRZBERGER, Président de la Délégation Allemande,

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire Comte von OBERNDORFF,

M. le Général Major von WINTERFELDT,

M. le Capitaine de Vaisseau VANSELOW,

munis de pouvoirs réguliers et agissant avec l'agrément du Chancelier Allemand, d'autre part,

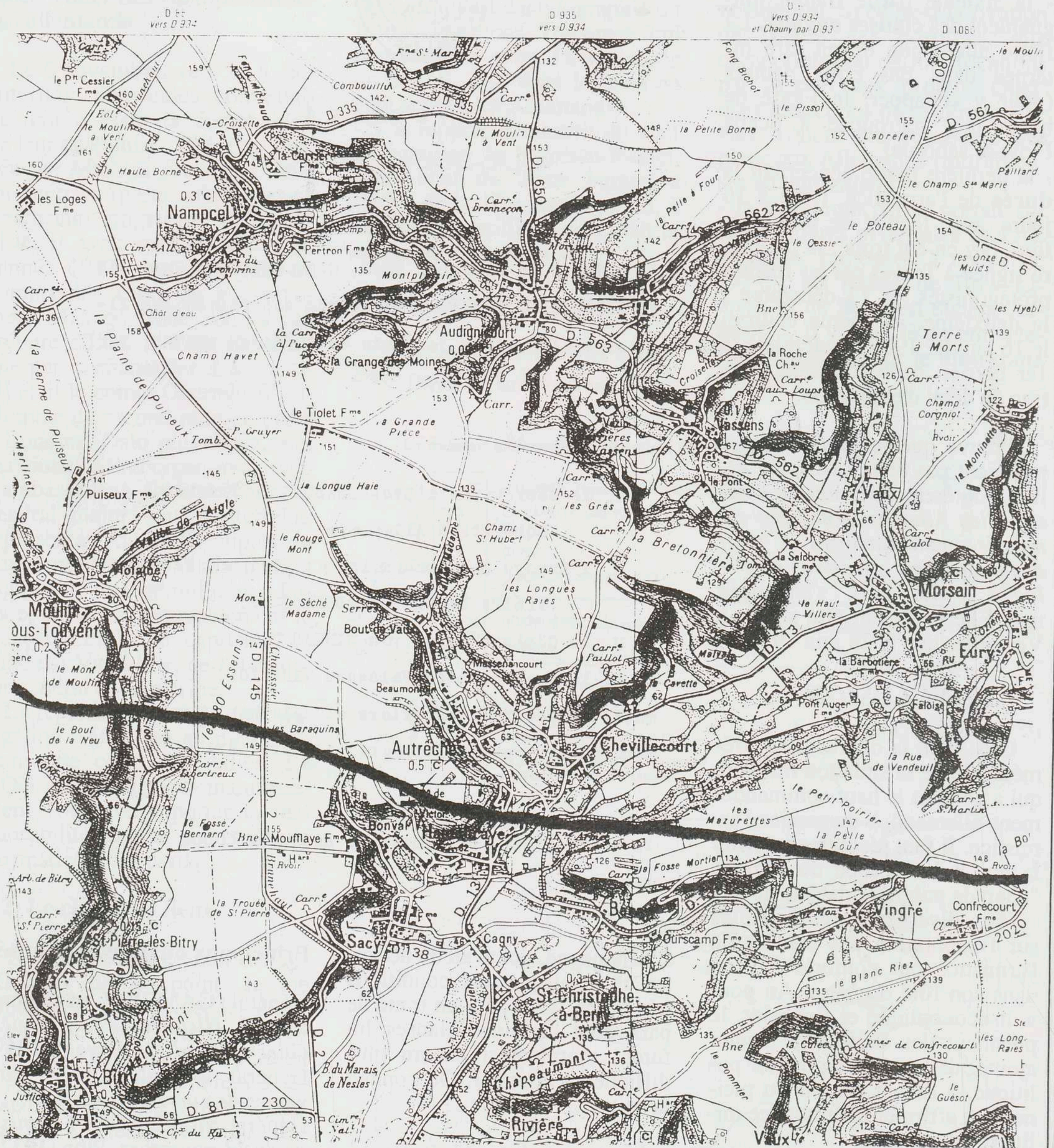
il a été conclu un armistice aux conditions suivantes :

L'Allemagne, qui avait dû accepter un armistice aux conditions très dures, dut signer un traité de paix dont certaines clauses lui furent moralement encore plus difficiles à accepter. On connaît la suite...

Ainsi, avec le recul du temps, peut-on affirmer, sans grand risque d'être démenti, que si les Alliés, à l'automne 1918 avaient su, gagner la guerre, ils n'ont pas pour autant réussi, au printemps suivant, à gagner la Paix.

Principaux ouvrages consultés

Général GAMBIEZ et colonel SUIRE, *Histoire de la Première Guerre Mondiale*, Fayard, 1969.
Général LUDENDORFF, *Souvenirs de guerre*, Payot, 1932
Général MORDACQ, *L'armistice du 11 novembre*, Plon, 1937.
G. PEDRONCINI, *Les négociations secrètes pendant la Grande Guerre*, Flammarion, 1969.
P. RENOUVIN, *L'armistice de Rethondes*, Gallimard, 1968
Général WEYGAND, *Le 11 novembre*, Flammarion, 1932.



Autrèches, Le Mesnil : villages cités par l'auteur

— ligne du front à l'époque considérée